

# L'Éclaternet ou la fin de l'Internet tel que nous le connaissons ?

Une fois n'est pas coutume, nous vous proposons aujourd'hui une traduction qui non seulement ne parle pas de logiciel libre mais qui en plus provient de [CNN](#), et même pire que cela, de sa section [Money](#) !



Et pourtant il nous semble pointer du doigt une possible évolution d'Internet, celle de son éclatement sous la pression des smartphones et autres objets connectés tels ces nouvelles liseuses et tablettes dont on vante tant les futurs mérites.

Une évolution possible mais pas forcément souhaitable car c'est alors toute la [neutralité du Net](#) qui vacille puisque les trois couches qui définissent le réseau [d'après Lessig](#) se trouvent ensemble impactées.

L'[iPad](#) ou le Kindle en sont des exemples emblématiques car ce sont des ordinateurs (la couche « physique ») dont Apple et Amazon contrôlent à priori les protocoles et les applications (la couche « logique ») et peuvent filtrer à leur guise les fichiers (la couche des « contenus »).

L'article s'achève sur une note optimiste quant au [HTML5](#) et au souci d'[interopérabilité](#). Encore faudrait-il avoir affaire à des utilisateurs suffisamment sensibilisés sur ces questions<sup>[1]</sup>.

Hier encore on nous demandait : T'es sous quel OS, Windows, Mac ou Linux ? Aujourd'hui ou tout du moins demain cela pourrait être : T'es sous quel navigateur, Firefox, Internet

Explorer ou Chrome ?

Et après-demain on se retrouvera à la terrasse des cafés wi-fi, on regardera autour de nous et on constatera, peut-être un peu tard, qu'à chaque objet différent (netbook, smartphone, iPad, Kindle et leurs clones...) correspond un Internet différent !

## **La fin de l'Internet tel que nous le connaissons, grâce à l'iPad et aux autres**

[End of the Web as we know it, thanks to iPad and others](#)

*Julianne Pepitone – 3 février 2010 – CNNMoney.com  
(Traduction Framalang : Martin et Goofy)*

Pendant plusieurs années, l'Internet a été relativement simple : tout le monde surfait sur le même réseau.

Plus on s'avance vers 2010, plus l'idée d'un même Internet « taille unique » pour tous devient un souvenir lointain, à cause de l'arrivée de l'iPhone, du Kindle, du BlackBerry, d'Android, et bien sûr du fameux iPad.

La multiplication des gadgets mobiles allant sur Internet s'accompagne à chaque fois d'un contenu spécifique pour chaque appareil. Par exemple, l'application populaire pour mobile [Tweetie](#) permettant de se connecter à Twitter n'est disponible que pour l'iPhone, alors que l'application officielle pour Gmail ne l'est que pour Android. Et si vous achetez un e-book pour le Kindle d'Amazon, vous ne pourrez pas forcément le lire sur d'autres lecteurs électroniques.

En même temps de plus en plus de contenus en ligne sont protégés par un mot de passe, comme la plupart des comptes sur Facebook et certains articles de journaux.

C'est un Internet emmêlé qui est en train de se tisser. Simplement, le Web que nous connaissions est en train

d'éclater en une multitude de fragments. C'est la fin de l'âge d'or, selon l'analyste de Forrester Research Josh Bernoff, qui a récemment formulé le terme de « éclatarnet » pour décrire ce phénomène (*NdT : the splinternet*).

« Cela me rappelle au tout début d'Internet la bataille de fournisseurs d'accès entre AOL et CompuServe » dit Don More, du fond de capital risque Udata, une banque d'investissement conseillère dans les technologies émergentes de l'information. « Il y aura des gagnants et des perdants ».

Dans ces premiers temps du Web, les utilisateurs accédaient aux contenus en utilisant des systèmes spécifiques ; ainsi les abonnés de chez AOL ne pouvaient voir que les contenus AOL. Puis le World Wide Web est devenu une plateforme ouverte. Maintenant les appareils nomades sont à nouveau en train de morceler le Web.

D'après Bernoff, « Vous ne pouvez plus recoller les morceaux, la stabilité qui a aidé le Web à prendre forme s'en est allée, et elle ne reviendra plus ».

## **Des angles morts**

Quand les utilisateurs d'appareils mobiles choisissent d'acheter un iPhone, un Motorola avec Android, un BlackBerry ou d'autres, ils sont effectivement en train d'opter pour certains types de contenus ou au contraire d'en abandonner d'autres, puisque toutes les applications ne sont pas disponibles sur tous ces gadgets.

D'après Don More de Udata, ce phénomène est en train de mettre le contenu dans des « communautés fermés ». Les fabricants de ces appareils peuvent (et ils le font) prendre et choisir quelles applications fonctionneront avec leur machine, en rejetant celles qui pourraient être en concurrence avec leurs propres produits, ou bien celles qu'ils estiment n'être pas à la hauteur.

Par exemple, Apple a rejeté l'application [Google Voice](#) sur l'iPhone, qui aurait permis aux utilisateurs d'envoyer gratuitement des messages et d'appeler à l'étranger à faible coût.

Et les limitations ne s'arrêtent pas seulement aux applications. Une affaire d'actualité : Le nouvel iPad ne prend pas en charge le lecteur Flash d'Adobe, ce qui empêchera les utilisateurs d'accéder à de nombreux sites.

Bernoff ajoute : « bien que (cette tendance) ne soit pas nécessairement mauvaise pour les consommateurs, ils devraient prendre conscience qu'ils sont en train de faire un choix. Quoi qu'ils choisissent, certains contenus ne leur seront pas disponibles ».

## **Des choix difficiles**

Les entreprises qui créent les applications sont maintenant confrontées à des choix difficiles. Quels appareils choisiront-elles de prendre en charge ? Combien d'argent et de temps devront-elles prendre pour que leurs contenus fonctionnent sur ces gadgets ?

Quel que soit le choix des développeurs, il leur manquera toujours une partie des consommateurs qu'ils pouvaient auparavant toucher lorsque le Web était un seul morceau.

Sam Yagan, co-fondateur du site de rencontres [OKCupid.com](#), ajoute : « quand nous avons commencé notre projet, jamais nous avons pensé que nous aurions à faire face à un tel problème. Réécrire un programme pour un téléphone différent c'est une perte de temps, d'argent, et c'est un vrai casse-tête ».

D'après Yagan, OkCupid emploie 14 personnes, et son application pour l'iPhone a nécessité 6 mois de travail pour être développée. L'entreprise envisage de créer une application pour Android, ce qui prendra environ 2 mois.

« C'est un énorme problème de répartition des ressources, surtout pour les petites entreprises », explique Yagan, « Nous n'avons tout simplement pas assez de ressources pour mettre 5 personnes sur chaque appareil qui sort ».

Chris Fagan, co-fondateur de [Froogloid](#), une société qui propose un comparateur pour le commerce électronique, dit que son entreprise a choisi de se spécialiser sur Android, car il marche avec plusieurs téléphones comme le [Droid](#), [Eris](#), ou [G1](#).

Selon Fagan « les consommateurs sont en train de perdre des choix possibles, et les entreprises sont en train de souffrir de ces coûts supplémentaires ». Mais il ajoute que la popularité en plein essor des applications signifie que les entreprises continueront à en concevoir malgré leur coût.

## **Et après ?**

Comme un Internet plus fragmenté devient chose courante, Bernoff de Forrester pense qu'il y aura un contrecoup : une avancée pour rendre le contenu sur mobile plus uniforme et interopérable.

La solution pourrait bien être la nouvelle version du langage Web qui arrive à point nommé, le [HTML5](#), qui d'après Bernoff pourrait devenir un standard sur les appareils nomades dans quelques années. Par exemple, le HTML5 permet de faire fonctionner des animations sur les sites Web sans utiliser le Flash.

Mais l'arrivée de n'importe quelle nouvelle technologie déclenchera une lutte pour la contrôler. Don More de Updata s'attend à voir « une bataille sans merci entre les entreprises (pas seulement Apple et Google, mais aussi [Comcast](#), Disney et tous ceux qui s'occupent des contenus). Que ce soit les applications, les publicités, les appareils... tout le monde est en train d'essayer de contrôler ces technologies émergentes ».

Évidemment, personne ne peut prévoir le futur du Web. Mais Bernoff est au moins sûr d'une chose.

« Nous ne connaissons pas ce que seront les tous nouveaux appareils en 2011. Mais ce qui est certain, c'est que l'Internet ne fonctionnera plus comme on l'a connu. »

## Notes

[1] Crédit photo : [Raúl A.](#) (Creative Commons By)

---

# Google, Apple et l'inexorable déclin de l'empire Microsoft

Quel est le dénominateur commun des récents événements qui ont défrayé la chronique du Web ? L'absence de Microsoft.



On peut à juste titre critiquer Google, et son jeu du chat et de la souris avec nos données personnelles. Dernier exemple en date : [Google Buzz](#).

On peut en faire de même avec Apple, qui prend un malin plaisir à enfermer les utilisateurs dans son écosystème. Dernier exemple en date : l'[iPad](#).

Il n'empêche que ces deux géants innovent en permanence et se détachent chaque jour un peu plus d'un Microsoft visiblement trop lourd pour suivre le rythme<sup>[1]</sup>.

C'est ce que nous rappelle [Glyn Moody](#) dans ce très intéressant article qui vient piocher dans la toute fraîche actualité des arguments de son édifiante conclusion.

Il note au passage que contrairement à Microsoft, Google (beaucoup) et Apple (avec parcimonie) utilisent des technologies open source. Ceci participe aussi à expliquer cela.

## **Il s'est passé quelque chose, mais où est passé Microsoft ?**

[Something Happened: Where's Microsoft?](#)

*Glyn Moody – 15 février 2010 – ComputerWorld.uk  
(Traduction Framalang : Goofy)*

Vous en avez probablement entendu parler, la semaine dernière il y a eu tout un pataquès à propos de Google Buzz et de ses conséquences sur le respect de la vie privée. Et voici ce que Google a [répondu](#) :

*Nous avons bien reçu votre réaction, cinq sur cinq, et depuis que nous avons lancé Google Buzz il y a quatre jours, nous avons travaillé 24h sur 24 pour dissiper les inquiétudes que vous avez exprimées. Aujourd'hui, nous voulons vous informer que nous avons fait ces derniers jours une quantité de modifications en tenant compte des réactions que nous avons reçues.*

*D'abord, l'ajout automatique des contact suivis. Avec Google Buzz, nous avons voulu faire en sorte que les premiers pas soient aussi rapides et aisés que possible, et donc nous ne voulions pas que vous ayez à reconstruire manuellement votre réseau social depuis zéro. Cependant, beaucoup de gens voulaient juste essayer Google Buzz pour voir en quoi il pouvait leur être utile, et ils n'ont pas été contents de voir qu'ils avaient déjà une liste de contacts suivis. Ce qui*

*a soulevé une énorme vague de protestations et incité les gens à penser que Buzz affichait automatiquement et de façon publique ceux qu'ils suivaient, avant même d'avoir créé un profil.*

*Jeudi dernier, nous avons entendu dire que les gens trouvaient que la case à cocher pour choisir de ne pas afficher publiquement telle ou telle information était difficile à trouver, nous avons aussitôt rendu cette option nettement plus repérable. Mais ce n'était évidemment pas suffisant. Donc, à partir de cette semaine, au lieu d'un modèle autosuiveur, avec lequel Buzz vous donne automatiquement à suivre des gens avec lesquels vous échangez le plus sur le chat ou par email, nous nous orientons vers un modèle autosuggestif. Vous ne serez pas voué à suivre quiconque avant d'avoir parcouru les suggestions et cliqué sur « Suivez les contacts sélectionnés et commencez à utiliser Buzz ».*

Le plus intéressant dans cette histoire c'est que 1. Google aurait pu prévoir un problème aussi évident et crucial et 2. ils ont réagi non pas une mais deux fois en quelques jours à peine. C'est ce qui s'appelle vivre à l'heure d'Internet, et démontre à quel point les choses ont changé depuis le « bon vieux temps » – disons il y a quelques années – où les erreurs pouvaient mariner plusieurs mois dans un logiciel avant qu'on prenne la peine de s'en occuper.

Mais ce n'est pas le seul évènement qui s'est produit la semaine dernière. Relativement masquée par l'excitation autour de Buzz, voici une autre [annonce](#) de Google :

*Nous avons le projet de réaliser un réseau à large bande ultra-rapide dans quelques localités tests aux États-Unis. Nous fournirons un accès à Internet par fibre optique à 1 gigabit par seconde, soit cent fois plus rapide que ce que connaissent aujourd'hui la plupart des Américains connectés.*



*Nous avons l'intention de procurer ce service à un prix concurrentiel à au moins 50 000 personnes, et potentiellement jusqu'à 500 000.*

*Notre objectif est d'expérimenter de nouvelles façons d'aider chacun à accéder à un Internet plus rapide et meilleur. Voici en particulier ce que nous avons en tête :*

*Les applications du futur : nous voulons voir ce que les développeurs et les utilisateurs peuvent faire avec des vitesses ultra-rapides, que ce soit des applications révolutionnaires ou des services utilisant beaucoup de bande passante, ou d'autres usages que nous ne pouvons même pas encore imaginer.*

*Nouvelles techniques de déploiement : nous testerons de nouvelles façons de construire des réseaux de fibre optique, et pour aider à l'information et au support de déploiement partout ailleurs, nous partagerons avec le monde entier les leçons que nous en aurons tirées.*

*Le choix et l'ouverture : nous allons organiser un réseau en « accès ouvert », qui donnera aux usagers le choix parmi de multiples prestataires de services. Et en cohérence avec nos engagements passés, nous allons gérer notre réseau d'une façon ouverte, non-discriminatoire et transparente.*

Google a démarré, souvenez-vous, comme un projet expérimental sur la recherche : en arriver à déployer chez un-demi million d'utilisateurs finaux des connexions par fibre optique à 1 gigabit, voilà qui en dit long sur le chemin parcouru par Google. Tout aussi impressionnante dans le même genre, l'irruption de Google dans monde des mobiles avec Android. Là encore, le lien avec le moteur de recherche n'est peut-être pas évident à première vue, mais tout cela revient à essayer de prédire le futur en l'inventant : Google veut s'assurer que quel que soit le chemin que prendra le développement d'Internet, il sera bien placé pour en bénéficier, que ce soit

par la fibre à débit ultrarapide ou par des objets intelligents et communicants que l'on glisse dans sa poche.

Google n'est pas la seule entreprise qui se réinvente elle-même en permanence. C'est peut-être Apple qui en donne l'exemple le plus frappant, c'était pourtant loin d'être prévisible il y a quelques années. Mais au lieu de disparaître, l'entreprise Apple a colonisé la niche lucrative des produits informatiques sophistiqués, en particulier les portables, et a fini par remodeler non seulement elle-même mais aussi deux marchés tout entiers.

Le premier a été celui de la musique numérique, qui se développait bien mollement sous les attaques répétées d'une industrie du disque à courte vue, qui pensait pouvoir conserver le rôle qu'elle jouait dans le monde de l'analogique, celui d'intermédiaire obligé entre les artistes et leur public. En utilisant ses pouvoirs quasi hypnotiques, Steve Jobs s'est arrangé pour faire avaler à l'industrie du disque le lot iTunes + iPod, et la musique numérique a décollé comme jamais auparavant pour toucher l'ensemble de la population.

Tout aussi significative a été la décision de Jobs d'entrer dans le monde des téléphones portables. Le iPhone a redéfini ce que devait être un smartphone aujourd'hui, et a accéléré la convergence croissante entre l'ordinateur et le téléphone. Beaucoup pensent qu'avec son iPad Apple est sur le point de transformer la publication numérique aussi radicalement qu'il a déjà bouleversé la musique numérique.

Quoi que vous pensiez de ces récents événements, une chose est parfaitement claire : pas un seul des événements les plus excitants du monde de l'informatique – Buzz, le réseau par fibre à 1 gigabit, le iPad, Android et tout le reste – n'est venu de chez Microsoft. La façon dont Google et Apple ont complètement masqué les nouveautés de Microsoft pendant des mois est sans précédent, et je pense, représente un tournant

décisif.

Parce que nous assistons à la fin du règne de Microsoft en tant que roi de l'informatique – sans fracas, mais avec un petit gémissement. Bien sûr, Microsoft ne va pas disparaître – je m'attends vraiment à ce qu'il soit là encore pour des décennies, et qu'il distribue de jolis dividendes à ses actionnaires – mais Microsoft sera tout simplement dépourvu d'intérêt dans tous les domaines-clés.

Ils se sont plantés en beauté sur le marché de la recherche en ligne ; mais, d'une façon plus générale, je ne connais pas un seul service en ligne lancé par Microsoft qui ait eu un impact quelconque. Et ça n'est pas mieux côté mobile : bien que Windows Mobile ait encore des parts de marché pour des raisons historiques, je pense que personne, nulle part, ne se lève le matin en se disant « Aujourd'hui il faut que je m'achète un Windows Mobile », comme le font manifestement les gens qui ont envie d'un iPhone d'Apple ou d'un des derniers modèles sous Android comme [Droid](#) de Motorola ou [Hero](#) de HTC (même moi j'ai acheté ce dernier modèle il y a quelques mois).

Quant au marché de la musique numérique, le Zune de Microsoft est pratiquement devenu le nom générique de la confusion électronique, tant le système est mauvais et mal-aimé. Et même dans le secteur où la part de marché de Microsoft est davantage respectable – celui des consoles de jeu – le problème de l'infâmant [« cercle rouge de la mort »](#) menace là encore de ternir sa réputation.

Tout cela nous laisse l'informatique grand public comme dernier bastion de Microsoft. Malgré des tentatives constamment renouvelées de la part des experts (dont votre serviteur) pour proclamer « l'année des ordinateurs GNU/Linux », Windows donne peu de signes qu'il lâche prise sur ce segment. Mais ce qui est devenu de plus en plus flagrant, c'est que les tâches informatisées seront menées soit à travers le navigateur (porte d'accès à l'informatique dans les

nuages) soit à travers les smartphones tels que que le iPhone ou les mobiles sous Android. Les uns comme les autres rendent indifférent le choix du système d'exploitation de l'ordinateur de bureau (d'autant que Firefox tend de plus en plus à faire jeu égal avec Internet Explorer sur beaucoup de marchés nationaux), donc savoir si l'on trouve Windows ou GNU/Linux à la base de tout ça est une question vraiment sans intérêt.

Mais vous n'êtes pas obligés de me croire. [Dick Brass](#) est bien mieux placé que moi pour en parler, il a été vice-président de Microsoft de 1997 à 2004. Voici ce qu'il a [écrit](#) récemment dans le *New York Times* :

*Microsoft est devenu empoté et peu compétitif dans l'innovation. Ses produits sont décriés, souvent injustement mais quelquefois à juste titre. Son image ne s'est jamais remise du procès pour abus de position dominante des années 90. Sa stratégie marketing est inepte depuis des années ; vous vous souvenez de 2008 quand Bill Gates s'est laissé persuader qu'il devait littéralement [se trémousser](#) face à la caméra ?*

*Pendant qu'Apple continue à gagner des parts de marché sur de nombreux produits, Microsoft en perd sur le navigateur Web, le micro portable haut de gamme et les smartphones. Malgré les milliards investis, sa gamme de Xbox fait au mieux jeu égal avec ses concurrents du marché des consoles de jeu. Du côté des baladeurs musicaux, ils ont d'abord ignoré le marché puis échoué à s'y implanter, jusqu'à ce qu'Apple le verrouille.*

*Les énormes bénéfices de Microsoft – 6,7 milliards de dollars au trimestre dernier – viennent presque entièrement de Windows et de la suite Office qui ont été développés il y a des décennies (NdT : cf ce [graphique](#) révélateur). Comme General Motors avec ses camions et ses [SUV](#), Microsoft ne peut pas compter sur ces vénérables produits pour se maintenir à flot éternellement. Le pire de tout ça d'ailleurs, c'est que*

*Microsoft n'est plus considéré comme une entreprise attractive pour aller y travailler. Les meilleurs et les plus brillants la quittent régulièrement.*

*Que s'est-il passé ? À la différence d'autres entreprises, Microsoft n'a jamais développé un authentique processus d'innovation. Certains de mes anciens collègues prétendent même qu'elle a développé en fait un processus de frein à l'innovation. Bien qu'elle dispose des laboratoires les plus vastes et les meilleurs du monde, et qu'elle se paie le luxe d'avoir non pas un mais trois directeurs de recherches technologiques, l'entreprise s'arrange habituellement pour réduire à néant les efforts de ses concepteurs les plus visionnaires.*

Il y a quelque chose de profondément ironique dans cet échec à innover, parce que Microsoft n'a pas cessé d'invoquer l'innovation comme argument principal pour n'être pas frappé par la loi anti-trust aux États-Unis comme en Europe, et pour justifier notre « besoin » de brevets logiciels. La déconfiture de cette argumentation est maintenant rendue cruellement flagrante par l'échec de l'entreprise à innover dans quelque secteur que ce soit.

Je dirais que le plus grand échec à ce titre a été de refuser de reconnaître que la manière la plus rapide et la plus facile d'innover c'est de commencer à partir du travail des autres en utilisant du code open source. Le succès de Google est presque entièrement dû à son développement de logiciels libres à tous les niveaux. Ce qui a permis à l'entreprise d'innover en plongeant dans l'immense océan du code librement disponible pour l'adapter à des applications spécifiques, que ce soit pour les gigantesques datacenters épaulant la recherche, ou pour la conception d'Android pour les mobiles – dans les deux cas à partir de Linux.

Même Apple, le champion du contrôle total du produit par

l'entreprise, a reconnu qu'il était cohérent d'utiliser des éléments open source – par exemple, FreeBSD et [WebKit](#) – et s'en servir comme fondation pour innover frénétiquement au dernier étage. Refuser de le reconnaître aujourd'hui est aussi aberrant que refuser d'utiliser le protocole [TCP/IP](#) pour les réseaux.

Quelque chose s'est passé – pas juste cette semaine, ni la semaine dernière, ni même durant les derniers mois, mais au cours de ces dix dernières années. Le logiciel libre s'est développé au point de devenir une puissance considérable qui influence sur tout ce qui est excitant et innovateur en informatique ; et Microsoft, l'entreprise qui a reconnu le moins volontiers son ascendant, en a payé le prix ultime qui est son déclin.

## Notes

[1] Crédit photo : [Seanmcgrath](#) (Creative Commons By)

---

# Au secours, l'Hadopi arrive en Belgique !

On peut être éventuellement fiers d'exporter nos parfums et nos vins, mais certainement pas notre [Hadopi](#) !



C'est pourtant la menace qui plane en Belgique. Ce court [extrait vidéo](#) d'un récent débat télévisé de la RTBF vous

rappellera en effet illico bien des souvenirs.

Pour en savoir plus nous avons rencontré un membre d'une association locale qui souhaite sensibiliser et mobiliser le grand public pour éviter la *contagion française*.

*PS : Désolé pour le choix de la photo [clichée](#) de la Belgique<sup>[1]</sup>, mais ça symbolise les [quatre majors](#) du disque pissant dans les violons des artistes ☐*

## **Entretien avec André Loconte du collectif NURPA**

**Bonjour, pouvez-vous vous présenter succinctement ?**

[André Loconte](#), belge, étudiant ingénieur, politiquement orienté vers le logiciel libre, développeur et fervent défenseur de l'accessibilité du Web et de la neutralité du Net. Mes connaissances techniques liées à l'informatique sont issues principalement (pour ne pas dire « exclusivement ») du Net.

Je suis l'un des trois co-fondateurs de [NURPA](#) (avec Laurent Peuch et Frédéric Van Der Essen).

**Qu'est ce que NURPA ? (et pourquoi un acronyme anglophone dans un pays qui a déjà trois autres langues officielles ?)**

Nous sommes un collectif hétéroclite constitué initialement d'étudiants (sciences informatiques, ingénieurs, ..) bercés dans la culture du libre mais qui s'est très vite complété de citoyens de tous horizons professionnels, concernés par les problèmes que l'application de lois telles que celle proposée par le sénateur Philippe Monfils (Proposition de loi visant à promouvoir la création culturelle sur Internet) serait susceptible d'engendrer. Deux des co-fondateurs ont contribué (et contribuent toujours) chacun à leur manière aux débats qui font rage en France.

La Net Users' Rights Protection Association (trad. Association de protection des droits des internautes) est la réponse collective de citoyens amoureux du Net et de leurs libertés, décidés à ne brader ni l'un ni l'autre au prétexte qu'un gouvernement flexible au poids des industries du divertissement tente d'imposer subrepticement une surveillance généralisée du Net. Si l'on écarte une hypothétique pression des lobbys, il est évident que nos politiques ont un retard considérable dans l'appréhension d'Internet et dans la compréhension de sa complexité. C'est donc avant tout dans une démarche pédagogique forte que s'inscrit NURPA : (in)former pour éviter de voir se reproduire en Belgique les erreurs qui ont conduit à la promulgation d'HADOPI en France (et qui ont poussé les députés à aller plus loin dans l'absurde avec HADOPI2, LOPPSI...).

En observateurs avisés des déboires français et du contexte européen, nous craignons que cet HADOPI à la belge ne soit qu'un cheval de Troie, le calme avant la tempête. L'ombre d'ACTA plane. Nous ne nous positionnons pas comme collectif uniquement contre l'HADOPI de Monfils, nous sommes évidemment contre cette loi, mais le débat ne s'arrête pas là.

Dans un pays qui possède trois langues officielles (l'allemand, le néerlandais et le français), l'utilisation de l'anglais pour la formation du nom, *in fine* de l'acronyme, a été pour nous une manière de passer outre cette indéniable barrière linguistique. Il nous a semblé que l'anglais était le meilleur choix pour garantir que notre but soit compris de tous.

**Voici donc que la Belgique nous propose par l'entremise du sénateur Philippe Monfils son « Hadopi locale » baptisée tendancieusement « Proposition de loi visant à promouvoir la création culturelle sur Internet ». Pouvez-vous nous en dire plus ? Quelles sont les similarités et différences par rapport à la loi française ?**



Le sénateur Monfils, qui a déclaré « la culture gratuite, ça n'existe pas » (lors de l'émission InterMedia de la RTBF du 25 janvier 2010), explique que des systèmes de juste rémunération des artistes et de contrôle du Net ont fait leur preuve ailleurs et cite sans scrupule, .. HADOPI en France (page 5, paragraphe 5 de sa proposition de loi). Signe évident selon nous d'une part, de sa méconnaissance du contexte qui a entouré la promulgation du texte de loi non seulement dans l'hexagone mais également au niveau européen; d'autre part, de la nature inapplicable de la loi française.

Le texte belge est une version édulcorée de l'HADOPI français, on y retrouve d'ailleurs les erreurs de jeunesse d'HADOPI :

- **Pas de Haute Autorité de Contrôle mais des agents commissionnés par le ministère de l'économie** : des agents qui ont un pouvoir d'investigation a priori illimité (car non-défini dans la proposition de loi), qui constatent les infractions et qui décident des sanctions.
- **Pas de mouchard mais une collaboration des FAI** : les FAI (Fournisseurs d'Accès à Internet) auront l'obligation juridique de fournir toutes les informations nécessaires pour l'association d'une personne physique à une adresse IP. Actuellement, obtenir ce type d'information nécessite l'ordonnance d'un juge, ce qui garantit le respect de la vie privée et limite les dérapages. Une différence importante par rapport au dispositif français qui pénalise le titulaire de la ligne en cas de défaut de sécurisation, le texte belge ne prévoit de peine que pour le titulaire qui télécharge illégalement du contenu soumis au droits d'auteur ou droits voisins sur sa propre ligne. On imagine aisément l'immense difficulté de prouver qu'il s'agit effectivement du titulaire qui s'est rendu coupable de téléchargements illégaux sur sa propre ligne.

- **Double peine** : le paiement de l'abonnement à Internet dans sa totalité est d'application même si celui-ci a été suspendu pour raison de téléchargement illégal.
- **Théoriquement pas de coupure de la ligne mais un bridage du débit** : « en théorie » car bien que cela semble être l'argument clé de Philippe Monfils, sa proposition de loi ne manque pas de préciser que la coupure serait tout à fait envisageable en cas de multiple récidive. Bridage du débit, c'est à dire : diminuer la vitesse de transfert de telle sorte que l'internaute puisse continuer à chercher du travail et à consulter ses mails (sic).

On conçoit un peu mieux la qualité de ce texte quand on sait qu'un débit suffisant à la consultation de mail et à la recherche d'emploi est également suffisant au téléchargement de la plupart des fichiers (moins rapidement certes). Ne parlons même pas des mises à jour de sécurité qui vont devenir pénible à obtenir et toutes les conséquences fâcheuses que cela risquerait d'entraîner.

Lors d'une coupure (en cas de récidive après le bridage), *quid* du téléchargement légal ? L'internaute qui verrait sa ligne coupée serait en effet dans l'incapacité d'acheter du contenu légalement en ligne. A cela s'ajoute la [décision](#) du 10 juin 2009 du Conseil Constitutionnel français qui présente Internet comme une composante de la liberté d'expression et de consommation nécessaire à l'exercice la liberté d'expression et de consommation tel que décrit dans l'article 11 de la déclaration des droits de l'homme de 1789.

- Enfin, le texte qui trouve sa justification dans la juste rémunération des artistes, ne contient pas une ligne à leur propos.

**L'Hadopi est certes passée en France mais modifiée par rapport**

au texte initial (et non encore appliquée). Et puis « nous » avons coutume de dire que c'est une victoire à la Pyrrhus car « nous » avons gagné au passage la bataille de la médiatisation et des idées. Comment alors selon vous peut-elle encore servir d'exemple à d'autres pays ?

Je soulevais la question plus haut : profonde méconnaissance du dossier, incompétence technique, influence des lobbys du divertissement ? Probablement un savant mélange des trois.

Et pour citer un certain Jérémie Zimmerman (reprenant Michel Audiard) : « Les cons ça osent tout, c'est à ça qu'on les reconnaît ».

**D'autres sénateurs (écologistes je crois) ont rédigé une proposition de loi visant à instaurer quelque chose qui ressemble à une « licence globale ». Approuvez-vous cette initiative ? A-t-elle une chance d'être comprise et entendue par les politiques en particulier et la société belge en générale ?**

Cette idée de licence globale est en effet portée par Ecolo (à travers Benoit Hellings) et n'a pas encore été déposée. Il nous est donc impossible de nous prononcer précisément à son sujet. Les interventions télévisuelles de Benoit Hellings permettent cependant de dresser un rapide état des lieux : il semble que cette licence globale soit largement inspirée du livre de Philippe Aigrain « *Internet & Création. Comment reconnaître les échanges hors-marché sur internet en finançant et rémunérant la création ?* » (sic); que la contribution de l'internaute serait répercutée directement dans le prix de l'abonnement (sans sur-coût); que la grille de répartition des biens aux artistes serait semblable à celle actuellement en usage par la [SABAM](#) (NDLR : la SACEM locale). Il est évoqué également la possibilité de création d'un organisme indépendant chargé d'établir des statistiques sur les téléchargements sur base d'enquêtes anonymes.

Sans chercher à créer la polémique avant même que la proposition de loi d'Ecolo ne soit déposée, nous relevons déjà plusieurs points qui à n'en pas douter seraient problématiques s'ils étaient introduits dans la proposition de loi :

- Je parlais de contribution directement répercutée dans le prix de l'abonnement, Benoit Heillings va plus loin : il suggère une retarification des connexions au Net selon le critère du téléchargement, en d'autres termes les « gros téléchargeurs » bénéficieraient, pour des tarifs semblables à ceux pratiqués actuellement, de vitesses de connexion plus élevées et d'une capacité de téléchargement supérieure (illimitée ?); les autres, pour un tarif plus modeste, de vitesses de connexion réduites et de capacité de téléchargement inférieure (permettant uniquement la consultation des mails et la recherche d'emploi). De notre point de vue, cette vision bipolaire du comportement des internautes (soit il télécharge, soit il ne télécharge pas du tout) traduit une fois de plus une méconnaissance profonde d'Internet et de ses usages.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement belge est pris à défaut sur cette problématique, on se rappellera le [courrier](#) adressé par Microsoft au Ministre fédéral des télécommunications à propos des quotas de téléchargement en application en Belgique qui empêcheraient la firme de Redmond de déployer son service de VOD.

- Ensuite, l'utilisation de la [grille de répartition](#) – déjà obsolète – de la SABAM ne permettrait en rien une meilleure rémunération des artistes.
- Enfin, nous voyons d'un oeil [méfiant](#) la création d'un organisme indépendant, ô combien respectueux de l'anonymat soit-t-il. A quel niveau et de quelle manière s'effectuerait l'analyse des échanges ? Qui s'assurait

que cet organisme respecte le cadre de ses attributions, la vie privée des internautes ? Quels moyens cet organisme serait-il capable de mettre en place afin d'observer les échanges via les [VPN](#) ou dans les [Darknet](#) ?

Nous n'hésiterions pas à leur faire part de ces remarques si nos craintes s'avéraient fondées à la lecture du projet de loi.

**NURPA est-elle la seule structure belge à s'opposer ? Quelles sont les forces en présence ? Etes-vous en contact avec, par exemple, La Quadrature du Net ? Et quelles sont vos relations avec le tout jeune Parti Pirate belge ?**

NURPA n'est heureusement pas la seule association que cette proposition de loi révolte. Citons par exemple « [HADOPI mayonnaise](#) » qui partage de nombreux points d'accord avec notre vision et avec qui nous collaborerons bientôt.

Quant aux forces en présence, le système de majorité étant différent en Belgique et en France, c'est avec la proposition Ecolo et la proposition annoncée du PS que les débats parlementaires se dérouleront. Contrairement à la situation qu'a connu la France avec l'UMP, la possibilité pour le Mouvement Réformateur (dont est issu P. Monfils) de faire passer sa loi de force est rendue complexe (pour ne pas dire impossible) tant la répartition des sièges à la Chambre et au Sénat est panachée.

Nous avons eu il y a quelques semaines, des échanges avec Jeremy Zimmerman, il nous a prodigué – fort de son expérience avec La Quadrature du Net – de précieux conseils d'ordre organisationnel. Des actions coordonnées pourraient être envisagées mais ne sont pas d'actualité.

Nous avons contacté le [Parti Pirate belge](#) afin de recueillir leur avis concernant la proposition de loi du sénateur MR. Notre interlocuteur (Germain Cabot) a manifesté un réel

intérêt pour la question et nous a informé que le PP belge dressait un état des initiatives citoyennes afin d'envisager des collaborations. Le Parti Pirate belge fait les frais de sa jeunesse politique (création en juillet 2009), ne disposant pas de siège parlementaire, il verra son rôle limité à celui de commentateur sans avoir l'opportunité d'apporter un réel contre-poids politique.

Nous tenons à conserver une indépendance politique certaine, nos rapports au PP belge ne seront pas différents de ceux envers les autres partis politiques.

**Quelles sont les échéances et quels moyens d'action envisagez-vous ?**

Il n'y a pour l'instant pas d'échéances précises, en Belgique, un projet de loi met habituellement une année à passer à travers les rouages parlementaires. Bien que le projet de loi de P. Monfils ait été déposé, celui-ci est en cours de correction et de traduction. ECOLO n'a pas encore publié le leur et le PS s'en tient à des déclarations d'intention sans plus de précisions. Cela ne nous dispense pas de faire preuve de vigilance dès à présent, c'est un combat de longue haleine qui nous attend.

Nous allons principalement nous concentrer sur l'information et la sensibilisation de l'opinion publique et politique à ce sujet au travers d'analyses, de dossiers et de communiqués de presses, de rencontres et d'actions sur le terrain.

Nous avons, dès les premiers jours, mis à disposition un [wiki](#) afin d'asseoir l'aspect communautaire prépondérant de notre action.

Inspiré par le modèle de La Quadrature du Net, nous comptons également attirer les projecteurs des médias pour éviter que cette proposition de loi et les débats qui l'entourent soient passés sous silence.

**Au delà d'Hadopi, vous dites être également sensible à des sujets comme le filtrage du Net ou la taxe sur la copie privée. En France on est actuellement mobilisé sur le front de la loi Loppsi et les cachotteries de l'Acta. Les libertés numériques dans leur ensemble sont-elles menacées ?**

Lorsque l'on constate l'inconscience et l'incompétence avec laquelle les libertés numériques sont abordées par les politiques, on ne peut que craindre pour la pérennité de celles-ci. C'est pourquoi nous nous faisons un devoir d'éduquer et de sensibiliser les politiques à ces sujets.

Nous craignons que cet « HADOPI à la belge » soit le précédent nécessaire et suffisant à l'émergence d'autres lois plus pernicieuses encore. Je le disais en préambule, nous partons avec l'avance non négligeable que sont les enseignements tirés de l'expérience française.

Nous ferons ce qui est en notre pouvoir afin de nous assurer que ce projet de loi ne soit jamais promulgué et que LOPPSI et consorts demeurent le fait de l'exception française.

**Brel disait « Je préfère les hommes qui donnent à ceux qui expliquent ».**

La connaissance est parfois tout ce que l'on a à offrir. Tant qu'à la partager, autant que cela se fasse sous licence libre.

**Que ferait le Grand Jacques aujourd'hui, il s'enfuirait aux Marquises ou résisterait debout ?**

Il chanterait.

*Pour NURPA, André Loconte*

## **Notes**

[1] Crédit photo : [Yumyumbubblegum](#) (Creative Commons By)

---

# Des statistiques plus qu'encourageantes pour OpenOffice.org

Un site allemand a réalisé une [étude](#) originale sur l'usage planétaire et comparée des différentes suites bureautiques, MS Office et OpenOffice.org en tête.



L'échantillon est relativement faible (200 000 personnes) et la méthode pas forcément très fiable (à partir des polices installées sur les ordinateurs, sachant de plus qu'installation n'équivaut pas forcément à utilisation au quotidien), mais il n'empêche qu'elle dessine une carte du monde où OpenOffice.org possède une non négligeable part de marché<sup>[1]</sup>.

Et qu'est-ce qui l'empêcherait de suivre la même dynamique ascendante que Firefox ? s'exclame alors un [Glyn Moody](#) des plus enthousiastes !

*Remarque : Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, je signale également, mais vous le saviez déjà, que la version [3.2](#) vient de voir le jour avec plein d'intéressantes [améliorations](#) dedans.*

## L'irrésistible ascension d'OpenOffice.org



# a-t-elle commencé ?

## [Has the Irresistible Rise of OpenOffice.org Begun?](#)

Glyn Moody – 8 février 2010 – ComputerWorld

(Traduction Framalang : Julien et Martin)

Country	OpenOffice	MS Office
Poland	22 %	68 %
Czech Republic	22 %	76 %
Germany	21 %	72 %
France	19 %	76 %
Italy	18 %	81 %
Spain	15 %	80 %
Norway	18 %	71 %
Denmark	14 %	79 %
Belgium	14 %	85 %
Sweden	13 %	68 %
Austria	12 %	85 %
Luxembourg	12 %	81 %
Switzerland	11 %	85 %
Canada	11 %	79 %
Hungary	11 %	77 %
Australia	10 %	78 %
United States	9 %	75 %
United Kingdom	9 %	80 %
Netherlands	8 %	88 %
Brazil	8 %	85 %
Romania	8 %	67 %
Ukraine	7 %	80 %
Bulgaria	7 %	77 %
Russia	6 %	76 %
Turkey	5 %	82 %
India	5 %	88 %
China	0.2 %	68 %

Les lecteurs assidus de ce blog savent déjà que je suis un grand fan d'OpenOffice.org, et que je pense qu'il a le potentiel pour percer auprès du grand public. Peut-être que cette percée a déjà commencé, à en juger par ces [récents chiffres](#) (ci-contre) de Webmasterpro.de :

« Les statistiques ont été recueillies au moyen d'une nouvelle méthodologie : plus de 200 000 visiteurs du monde entier ont été analysés par le service de statistiques [FlashCounter](#). En listant (via l'utilisation de Javascript) quelles polices de caractères étaient installées sur le système, nous avons pu identifier les suites bureautiques installées. »

Même répartis tout autour de la planète, ces 200 000 utilisateurs ne sont pas très nombreux, donc je prendrais ces chiffres avec des pincettes. Mais même dans leur orientation générale, ils sont assez significatifs. Par exemple, la Pologne compte 22% pour OpenOffice.org contre les 68% de Microsoft Office ; la République Tchèque compte aussi 22% contre 76% ; tandis que l'Allemagne fait bien avec 21% et 72%. Les pays suivants en ordre décroissant sont la France, l'Italie, l'Espagne, le Danemark, la Belgique, la Suède et l'Autriche.

Le Royaume-Uni, c'est presque inutile de le préciser, tourne misérablement avec 9% – comme les États-Unis – aux côtés d'un massif et moutonnier 80% d'utilisation de Microsoft Office (75% aux États-Unis). La honte.

Ce qui est intéressant dans ces chiffres – en particulier les nombres élevés dans certains pays – est que cela place OpenOffice.org dans la même position de parts de marché que Firefox occupait il y a quelques années. Ce qui soulève deux questions intéressantes. Premièrement, sommes-nous en train d'assister à l'émergence du même type de trajectoire ascendante, et deuxièmement, comment la communauté open source peut-elle propulser plus rapidement OpenOffice.org le long de cette trajectoire ?

Comme Simon Phipps l'a à juste titre [souligné](#) sur Twitter, cette rapide évolution n'est pas le meilleur moment pour qu'[Ubuntu retire OpenOffice.org](#) de sa prochaine édition pour Netbook : au contraire, il devrait faire tout son possible pour promouvoir cette suite bureautique si son souci affirmé est d'élargir l'écosystème du logiciel libre. Peut-être bien que c'est quelque chose à quoi devrait réfléchir [Matt Asay](#) dans la première semaine de sa prise de fonction en tant que Directeur général de Canonical...

## Notes

[1] Crédit photo : [viZZZual.com](http://viZZZual.com) (Creative Commons By)

---

# iPad is iBad for freedom

La présentation de l'[iPad](#) par [Steve Jobs](#) le 27 janvier dernier à San Fransisco a fait grand bruit dans la presse.



Personne n'a évoqué les quelques hurluberlus du groupe [Defective by Design](#) qui sont venus, pancartes à la main, sur le perron de la conférence pour tenter, non pas de perturber la grand-messe, mais d'alerter les invités sur les dangers du modèle Apple.

C'était peine perdue mais c'était courageux. En cliquant sur l'image ci-contre vous aurez un agrandissement de cette pancarte.

« Vous entrez dans une zone restreinte contrôlée par Apple où le logiciel libre, le partage et l'installation libre d'applications depuis Internet n'existent pas, sachant de plus qu'Apple peut à tout moment décider de modifier ou supprimer le contenu de votre appareil. Votre ordinateur est notre ordinateur. »

Tel était en substance le message.

Un message corroboré par ce communiqué de la [Free Software Foundation](#) que nous vous proposons traduit ci-dessous et dont on peut retenir la citation suivante : « C'est un énorme pas en arrière dans l'histoire de l'informatique ».

## iPad'libertés pour les utilisateurs

### [iPad is iBad for freedom](#)

*John Sullivan – 27 janvier 2010 – Communiqué de la FSF  
(Traduction Framalang : Olivier)*

**Avec sa nouvelle tablette tactile, Apple profite de la sortie d'un nouveau type d'appareil pour verrouiller plus que jamais un ordinateur grand public.**



Au moment où Steve Jobs et Apple s'apprêtaient à présenter leur tablette, des activistes opposés aux Mesures Techniques de Privations (MTP)<sup>[1]</sup> du groupe [Defective by Design](#) tentaient eux d'attirer l'attention des médias sur les restrictions toujours plus contraignantes qu'Apple impose sur ses produits grand public.

Le groupe avait mis en place des « Périmètres de restriction Apple » sur le chemin menant au Yerba Buena Center for Arts à San Francisco, informant les journalistes, sur le point de pénétrer dans la salle de conférence, des concessions qu'ils devaient accepter au nom d'Apple.

Apple utilise les MTP pour restreindre les libertés des utilisateurs de diverses manières. Ainsi, pour ne citer que deux exemples, il est impossible d'installer un logiciel ne provenant pas de l'[App Store](#) officiel et l'usage que vous faites des films achetés sur iTunes est surveillé. Et, qui plus est, Apple affirme que le contournement de ces restrictions est un acte criminel, même à des fins légales au

regard du droit d'auteur.

Organisateur de la manifestation, John Sullivan, responsable des opérations à la Free Software Foundation (FSF) déclarait : « Notre campagne Defective by Design n'en est pas à son coup d'essai contre Apple et elle a déjà porté ses fruits. Nous avons déjà organisé des actions à l'extérieur des Apple Stores pour protester contre les MTP limitant la musique sur iTunes et sous la pression Steve Jobs a abandonné les MTP sur la musique. Aujourd'hui, nous sommes présents pour répéter le même message concernant les autres restrictions qu'Apple impose sur les logiciels, les livres électroniques et les films. Si créativité, liberté et individualité signifient quelque chose pour Jobs et Apple, ils devraient le prouver en abandonnant les restrictions qui rendent la créativité et la liberté illégales.»

Le groupe fait signer une pétition aux citoyens pour pousser Steve Jobs à retirer les MTP des appareils Apple.

Vous pouvez trouver cette pétition à l'adresse <http://www.defectivebydesign.org/ipad>.

« Notre société est de plus en plus dépendante de son infrastructure informatique, nous nous devons d'être vigilant. Par le passé, nous avons vu comment des défenseurs des Droits de l'Homme et de la démocratie se sont fait piéger par les sociétés qui fournissent les biens et les services dont ils dépendent. Vous seul devriez avoir le contrôle de votre ordinateur. Avec ces restrictions, Steve Jobs établit un précédent dangereux pour notre liberté au nom de ses profits.» poursuit Peter Brown, directeur exécutif de la FSF<sup>[2]</sup>.



D'autres opposants des MTP ont soutenu qu'Apple n'est pas seul responsable, que ce sont les éditeurs qui imposent ces restrictions. Pourtant, sur son iPhone et sur sa nouvelle

tablette, Apple n'offre pas aux éditeurs le choix d'appliquer ou non ces restrictions, idem pour les auteurs de logiciels libres ou de culture libre qui auraient désiré donner la permission légale aux utilisateurs de partager leurs travaux.

« C'est un énorme pas en arrière dans l'histoire de l'informatique » conclut Holmes Wilson, de la FSF. « Si les premiers ordinateurs personnels avaient dépendu de l'autorisation du constructeur pour chaque nouveau programme ou chaque nouvelle fonctionnalité, l'histoire de l'informatique serait aussi lamentablement totalitaire que l'image qu'en renvoyait la [célèbre publicité](#)<sup>[3]</sup> Apple du Superbowl ».

## Notes

[1] NdT : Les fameux [DRM](#) qui de *Digital Rights Management* deviennent les *Digital Restrictions Management*.

[2] Crédit photo : [Myuibe](#) (Creative Commons By)

[3] NdT : Pour mémoire, la [vidéo](#) en question sur YouTube.

---

# Passage télé de Benjamin Bayart sur la Loppsi

Vendredi dernier, [Benjamin Bayart](#) était invité au journal du soir de [Public Sénat](#) pour venir s'exprimer sur la loi [Loppsi](#) (dont les débats commencent aujourd'hui à l'Assemblée nationale et que l'on peut suivre par exemple [sur Numérama](#)).

Le récent et édifiant livre d'*InLibroVeritas* dont il est question dans l'interview est [Confession d'un pédophile](#),

[l'impossible filtrage du web.](#)



-> La [vidéo](#) au format webm

## **Transcript de l'intervention de Benjamin Bayart**

*La Chaîne Parlementaire – Journal de 22h – Vendredi 5 février 2010*

*(Transcript récupéré et modifié sur [BàB : L'Blog à Birdy](#))*

**À partir de mardi, les députés entameront l'examen du projet de Loi d'Orientation de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure, un nom à rallonge qui est en général résumé par le petit nom de Loppsi et pour en parler nous sommes avec Benjamin Bayart. Bonsoir.**

Bonsoir,

**Vous êtes expert en communication, président de FDN. C'est le plus ancien, j'ai lu, fournisseur d'accès Internet en France.**

Oui.

**Alors, la LOPPSI, pour la résumer, prévoit une mutualisation et une coopération entre les forces de sécurité, donc la police et la gendarmerie, et une modernisation de leurs moyens, notamment en ayant recours aux nouvelles technologie pour être plus efficace, notamment contre la cybercriminalité. Mais cette loi inquiète les associations internautes qui la jugent liberticide. Pourquoi ?**

**Alors il faut comprendre que toute la loi n'inquiète pas les associations internautes. Elle est très longue je n'ai pas eu le temps de la lire en entier, alors que dieu sait que je passe énormément de temps sur les questions législatives.**

**Il y a une mesure précisément qui vous inquiète.**

Il y a un article très précis qui nous pose problème, qui est l'article 4, tel qu'il était proposé et rédigé par le gouvernement. Il prévoyait que sur décret du ministère de l'Intérieur, les fournisseurs d'accès internet auraient obligation d'empêcher l'accès à certains sites Web, que la liste...

### **Lesquels, les sites pornographiques ?**

Ce que prévoit le texte de loi ce sont les sites pédopornographiques. Mais ce que prévoit aussi le texte et ses conditions d'application évidentes, c'est que la liste des sites doit être secrète, sinon c'est un annuaire des sites pédoporno, c'est un truc inconcevable. Donc la liste est secrète, elle aurait été publiée par le ministère de l'Intérieur et je dois dire que censure secrète sur le ministère de la police, c'est quand même curieux dans un pays normalement démocratique. Ça c'était vraiment le point de départ tel que ça sortait vu par le gouvernement, visiblement les députés ont bien compris ce qu'il leur est arrivé dans l'affaire Hadopi, ils ont relu la décision du Conseil Constitutionnel...

### **Donc il y a eu un amendement.**

Ils ont décidé qu'on ne pouvait pas filtrer Internet n'importe comment. Et pour le moment, dans l'état des discussions, on en est à : y'aura un juge dans la boucle.

### **Donc ça, ça vous rassure ?**

Donc c'est plutôt rassurant.

**Mais c'est vrai que, quand même, Internet peut être un lieu de danger. Il y a la pédopornographie, y'a aussi les escroqueries, le terrorisme etc. Est ce qu'il ne faut pas instaurer des filtres ?**

Instaurer des filtres, je sais pas. La bonne façon de



comprendre ça c'est qu'Internet est un lieu public, et donc jouer sur les peurs, légitimes, les crimes abominables comme la pédopornographie, ça fait peur de manière légitime et logique. Mais jouer sur les peurs des gens pour instaurer un tout sécuritaire, c'est quelque chose de dangereux. Ça met en place des dérives qui sont malsaines. Internet est un lieu public comme les autres, il y a des pédophiles sur Internet exactement comme il y a des pédophiles dans la rue et on filtre pas la rue. On ne met pas un policier tous les trois mètres pour surveiller tout le monde. De la même manière, pour les mêmes raisons, cette tendance de fond qui est de vouloir contrôler Internet, dénote fondamentalement quelque chose d'assez précis, qui est que basiquement les hommes politiques n'ont pas bien compris ce qu'était Internet et qu'ils commencent par contre à comprendre un élément là-dedans : c'est que ça les gêne.

**Mais il y a des moyens de contourner ce filtre par exemple ?**

Oh oui, de manière très efficace et très simple. Il faut comprendre que les... il y a un livre qui est paru récemment aux éditions InLibroVeritas sur le sujet qui explique assez bien, y compris détaillé par des gens de la gendarmerie spécialisés dans le domaine, que le monde du pédoporno mafieux, business, etc, a déjà trois guerres d'avance sur ce genre de sujets là, et se diffuse indépendamment de ce qu'on sait faire de manière simple comme filtre.

**Donc liberticide et inefficace, nous dites-vous ?**

Donc particulièrement inefficace puisque lorsque l'on interroge la police et la gendarmerie sur le sujet, comme j'en ai eu l'occasion de le faire lors d'une réunion, petit un, il n'y a pas de sites pédos en France, ça c'est très clair, il y en a deux ou trois qui ouvrent temporairement tous les ans, fermés dans la semaine avec les gens derrière qui finissent en prison. Et surtout quand on leurs demande ce que ça a donné comme effet positif dans les pays où cela a été mis en place,

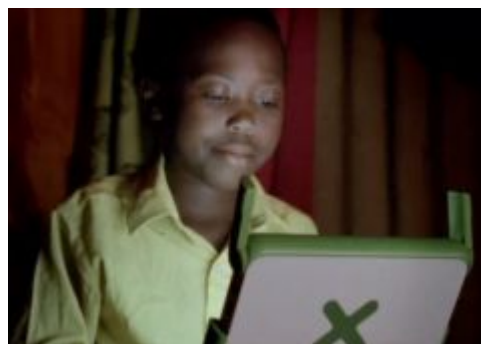
par exemple en Australie, par exemple en Grande Bretagne, ils ne savent pas donner de chiffres. On leur demande quelle influence, en quoi est-ce que ça a fait baisser la délinquance, parce que c'est quand même ça le but. Réponse : néant.

**Il n'y a pas d'efficacité prouvée. Merci beaucoup Benjamin Bayart d'être venu nous expliquer ce que vous redoutez dans cette loi.**

---

## **Microsoft en Afrique : Un véritable système d'exploitation ?**

Dans un récent billet nous évoquons la [stratégie planétaire](#) de [Microsoft](#) dans le secteur éducatif en nous focalisant sur une école française prise consciemment ou non dans les mailles du filet.



Voici que le [blog d'André Cotte](#) apporte de l'eau à notre moulin, [en signalant et hébergeant](#) un document intéressant rédigé par Marc-Antoine Daneau, étudiant québécois en économie et politique.

Son article évoque en effet les comportements et agissements de la société dans cette région du monde<sup>[1]</sup>. Un altruisme de façade dont s'accommode souvent fort bien les hommes au pouvoir qui ont du mal à voir plus loin que le court terme. L'état des caisses de l'État faisant le reste...

Et ce n'est pas seulement le logiciel libre qui s'en trouve bloqué mais peut-être aussi le continent tout entier.

Vous trouverez dans le [document d'origine](#) une bibliographie non reproduite ici.

## **L'imposition d'une dépendance : les actions de Microsoft en Afrique**

[URL d'origine du document \(pdf\)](#)

*Marc-Antoine Daneau – 24 novembre 2009*

*GNU Free Documentation License*

Avec la bulle internet de 1995 à 2000, les technologies de l'information sont entrées de plein fouet dans la culture des pays développés. D'un réseau militaire à un réseau de recherche universitaire, l'internet s'est imposé dans les années 90 telle une révolution informationnelle encore plus rapide que celle imposée par la télévision.

Tout maintenant se trouve et se fait en ligne. Le changement a été tellement rapide qu'on ne conçoit plus la vie sociale et économique sans ce formidable moyen de communication, pis encore, moins d'une génération est passée entre l'apparition des premiers hackers<sup>[2]</sup> de Berkeley et la normalisation de l'internet en occident.

Cependant et sans grande surprise, ce qui fut une révolution dans les pays développés fut l'établissement d'un retard technologique dans les pays qui le sont moins ou ne le sont tout simplement pas.

### **La fracture numérique**

Le territoire le plus en retard au niveau des technologies de communication est bien évidemment l'Afrique. Dans ce continent où il n'y a rien, tout est à construire, tellement que dans le domaine de la technologie informatique, on y parle de fracture

numérique<sup>[3]</sup>. À propos de l'informatique et d'internet précisément, l'Afrique est terriblement en retard<sup>[4][5]</sup>. Ce problème se conçoit de deux façons, pour les Africains, il importe de réduire cette fracture numérique pour profiter de la technologie existante; pour les pays développés, il convient de voir l'Afrique comme un marché à développer.

Plus précisément, ce texte porte sur les actions la firme américaine Microsoft en Afrique. Est-ce le fait que Microsoft veuille conquérir le marché africain est à l'avantage des Africains eux-mêmes ou s'agit-il de l'exploitation classique du nord envers le sud ? Ce texte tentera de démontrer qu'agissant ainsi, une firme très importante d'un pays riche tente d'exporter une vieille et désuète technologie dans des pays pauvres.

## **Logiciels libres versus logiciels propriétaires**

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de présenter les deux modèles économiques existant actuellement en informatique.

Le premier modèle économique est celui qui domine actuellement le marché résidentiel et commercial, soit celui du logiciel propriétaire à code source fermé. Le code source, ce qui est écrit par les programmeurs, n'est pas disponible et gardé secret, ce qui permet aux fabricants de logiciels de vendre des exécutable, des logiciels d'installation autrement dit. La logique de cette mise en marché sous-tend une affirmation générale que l'acheteur doit avoir une confiance absolue envers le fabricant de logiciels. Ce dernier affirmera, à tort ou à raison, que son logiciel est le meilleur du marché, le plus sécuritaire, le plus efficace, le moins gourmand en ressource informatique, etc. La frontière entre la véracité de ces affirmations et la publicité est bien mince et en pratique souvent impossible à déterminer. Le plus gros fabricant de logiciels au monde est Microsoft, que ce soit par son système

d'exploitation, le très populaire Windows ou par sa suite bureautique aussi très populaire, Office. Il est à noter que la structure de prix des produits Microsoft maximise leur marge de profits, en étant en situation de quasi-monopole, ils vendent une trop petite quantité trop cher en plus de faire de la discrimination par les prix.

Le modèle économique<sup>[6]</sup> opposé est celui du logiciel libre, à code source ouvert, ou Linux<sup>[7]</sup>. Il est reconnu que le logiciel libre est plus stable, plus rapide et plus sécuritaire que les logiciels propriétaires du type de ceux fournis par Microsoft, en plus d'être gratuit et modifiable. Ce que vendent les compagnies qui travaillent avec du logiciel libre, c'est le service. Ce qui différencie les deux modèles au niveau de leur conception est que quand le code source est confidentiel, il est produit par une petite équipe, quand il est ouvert, tout le monde peut l'améliorer ou y ajouter des fonctions, ce qui fait que la progression du logiciel libre est beaucoup plus rapide que celle du logiciel propriétaire.

Ce sont ces deux modèles économiques qui s'affrontent pour le marché africain, d'un côté une firme américaine devenue un monstre multinational qui voit dans le lent développement de l'Afrique une occasion à ne pas manquer pour placer les Africains en position de dépendance informatique<sup>[8]</sup> s'assurant ainsi un profit maximum à long terme, de l'autre un modèle axé sur l'indépendance informatique, gratuit et adaptable selon les divers besoins. Ce qui revient à la phrase célèbre de Confucius : « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson ».

## **Un patrimoine de l'humanité fragile**

Depuis 1998, l'UNESCO supportait les logiciels libres et en 2003 lui octroya ses titres de noblesse en les classant patrimoine mondial de l'humanité<sup>[9]</sup>. Néanmoins, le principal intéressé de ce progrès, Richard Stallman et la Free Software

Foundation, mettait en garde contre la perte de liberté, du combat à mener pour l'indépendance logicielle dans une lettre adressée à l'Unesco :

*But our freedom is not permanently assured. The world does not stand still, and we cannot count on having freedom five years from now, just because we have it today. Free software faces difficult challenges and dangers. It will take determined efforts to preserve our freedom, just as it took to obtain freedom in the first place<sup>[10]</sup>.*

Malheureusement, Stallman avait raison, mais en ayant surestimé le temps de réponse de l'industrie du logiciel propriétaire, la charge vint le 17 novembre 2004. En cette date, Microsoft devint un partenaire de l'Unesco, ce qui allait en direction opposée du constat émis par la Cnuced dans un rapport parut en 2003 qui conseillait : « aux pays en développement d'envisager d'adopter les logiciels libres en tant que moyen de combler le fossé numérique »<sup>[11]</sup>.

Avec la signature de cet accord, « Microsoft va ainsi contribuer à la réduction de la fracture numérique » de quatre manières : recyclage de vieux ordinateurs personnels, formation d'enseignants en informatique dans les pays en voie de développement, ouverture d'un centre de ressources informatiques dans le Maghreb et la mise en place d'une « plate-forme pour le partage de contenus numériques ».

Avec cet accord, Microsoft s'engageait aussi à livrer des ordinateurs dans tous les pays d'Afrique, l'Unesco, toujours selon cet accord ferait en sorte que Microsoft en livre partout en Afrique même là où son intérêt économique serait diminué<sup>[12]</sup>.

Il importe ici d'apporter une nuance essentielle, les enseignants qui seront formés par Microsoft le seront en fonction des produits de cette même firme, pas en fonction de

l'informatique ou du fonctionnement d'un ordinateur en soit. Ainsi, quand ces enseignants feront leur boulot, ils enseigneront le fonctionnement des produits Microsoft, ils agiront comme formateurs bénévoles au profit de Microsoft et transmettront leur dépendance informatique à leurs élèves.

Cette même date, lors d'une conférence de presse à Paris, Koïchito Matsuura, directeur général de l'Unesco, affirma que « l'ONU avait reconnu le rôle du secteur privé pour lutter contre la fracture numérique »<sup>[13]</sup>. Loin de nous ici de douter des mauvaises intentions de l'ONU dans ce dossier, l'Unesco est tributaire des fonds qu'on daigne bien lui alouer, sans plus. Cependant, il est raisonnable de penser que les Africains qui voyaient dans le logiciel libre une façon de se défaire de la dépendance de ce continent sous-développé envers la monde industrialisé y ont vu au pire une défaite dans ce combat de la part de leur allié que devrait être l'Unesco, au mieux une instrumentalisation de l'Unesco par Microsoft<sup>[14]</sup>.

## **Le point de vue des activistes du logiciel libre**

Cet accord ne tarda pas à faire réagir. Un peu plus d'une semaine après l'accord paraît sur internet un article sur les réactions des activistes du logiciel libre à l'endroit de l'accord. Benoît Sibaud, président de l'April<sup>[15]</sup>, affirmait que l'Unesco « sous-traite ses valeurs au secteur privée » et que « Microsoft détient là une bonne manière de s'infiltrer dans les pays en voie développement. Et ça ne lui coûte pas grand-chose, car il peut se rattraper sur la marge qu'il réalise sur le prix de ses licences dans les pays du Nord »<sup>[16]</sup>. L'article se termine sur l'affirmation que tant l'April que l'Unesco « s'accordent à dire que si les logiciels propriétaires peuvent aider au développement, ils ne contribuent certainement pas au développement durable ».

C'est bien là tout le problème, qu'un organisme de la trempe de l'Unesco soit prêt à permettre un développement qu'il sait

voué à l'échec à long terme puisque n'étant pas durable. Janvier 2005, une lettre d'opinion scandalisée est publiée par Benoît Sibaud, Frédéric Couchet<sup>[17]</sup> et Sergio Amadeu da Silveira<sup>[18]</sup> dans Libération. Ceux-ci affirment qu'« en faisant le choix du logiciel propriétaire, un État se limite à louer une technologie » au lieu de se l'approprier et de la développer. Ces 3 spécialistes et militants en faveur des logiciels libres mentionnent les spécificités linguistiques de l'Afrique et de ses multiples langues. À titre d'exemple, les auteurs de la lettre d'opinion mentionnent que le navigateur internet Mozilla Firefox a été traduit en luganda<sup>[19]</sup> « par une petite équipe de huit ... utilisateurs motivés ... sans financement et sans organisation formelle »<sup>[20]</sup>.

En matière de sécurité informatique, les trois spécialistes cités ci-haut mentionnent que les États qui se fient à Microsoft vont même jusqu'à abdiquer une partie de leur souveraineté étant donné le caractère fermé du code de Microsoft. En effet, comme il est impossible de savoir ce qu'il contient, la sécurité et l'intégrité des données sont remises entre les mains de Microsoft à qui il faut faire confiance<sup>[21]</sup>. Il apparaît en effet inconcevable qu'un continent qui essaie de se sortir du sous-développement, et donc qui veut prendre la place qui lui revient sur les marchés, et donc dans le domaine de la recherche et du développement (R&D) puissent penser sérieusement pouvoir le faire avec des outils informatiques qui n'assurent en rien la confidentialité ou même l'intégrité de leurs données. Il est clair que d'un point de vue de la sécurité, les pays africains qui font ou feront confiance à Microsoft ouvre la porte à l'espionnage économique.

À ce sujet, la ville de Munich a parfaitement compris et mis en application ce principe, parut en 2008 sur papier, mais se préparant depuis 2001, elle a émis une "Declaration of Independence" informatique, "rather than lowering the IT



costs, the main motive is the desire for strategic independence from software suppliers”<sup>[22]</sup>.

Toujours au niveau de la sécurité informatique, l’affirmation la plus surprenante arrive de la NSA : “Unfortunately, existing mainstream operating systems lack the critical security feature required for enforcing separation: mandatory access control”<sup>[23]</sup>.

C’est dans cette optique qu’il est possible de conclure qu’un pays développé exporte ses vieilles technologies désuètes dans les pays en développement. Les éléments stratégiques de la sécurité nationale américaine sont protégés autant que possible par Linux, mais en même temps, une entreprise de ce même pays exporte dans des pays déjà en difficulté un produit, Microsoft Windows, qui officiellement selon le gouvernement américain n’est pas sécuritaire. Combiné à la publicité de Microsoft et d’un point de vue stratégique, il s’agit de leur vendre un produit qu’on affirme miraculeux, mais qui est dans les faits déficient et dangereux<sup>[24]</sup>.

Ce qui revient à faire payer les Africains pour qu’ils obtiennent le droit à une position de faiblesse au niveau de l’espionnage économique, scientifique et politique.

## **Le point de vue de Microsoft**

La réponse de Microsoft aux accusations d’impérialisme fut pour le moins douteuse, publiée sur le réputé site de nouvelles informatiques Zdnet.com. Le responsable de Microsoft Nigéria, Gerald Ilukwe, affirmait sans gêne que le “cost is not important” pour les gouvernements africains, tout en reconnaissant que le salaire moyen d’un Africain résidant dans l’ouest du continent est de 160 dollars américains par année.

Tout comme Neil Holloway, président de Microsoft en Europe, M. Ilukwe maintient que le problème est la connaissance des

technologies, et donc implicitement, que la propriété des outils de l'information est accessoire. Tel un missionnaire généreux baignant dans l'altruisme, M.Holloway affirmait "It's not about the cost of software, it's about how you take your expertise to people. We are sharing our expertise..."<sup>[25]</sup>.

La campagne de marketing de Microsoft continua inexorablement, toujours avec le même message, Cheick Diarra, responsable des opérations de la firme en Afrique, affirma pour répondre à ses détracteurs que "I try to advise Microsoft, as an ambassador from Africa..."<sup>[26]</sup>, donc, de la manière la plus sérieuse possible, le responsable des opérations africaines de Microsoft affirma être l'ambassadeur des Africains en matière de besoin informatique auprès de la firme qui le rémunère justement pour extraire de l'Afrique le peu de profit, à court terme, qu'il soit économiquement possible d'en tirer.

L'affirmation de M.Diarra dépasse largement le stade du sophisme par l'absence de logique circulaire de son affirmation. L'image que Microsoft veut avoir en Afrique est celle d'une multinationale qui agit pour le bien et le progrès de l'humanité, sans égards à sa marge de profit. Comme si l'entreprise avait une conscience morale, qui en plus d'exister, serait tournée vers l'humanitaire.

## **Un article du Wall Street Journal qui donne le ton**

S'il y a lieu de douter des bonnes intentions de Microsoft, encore faut-il le prouver. Malheureusement, les faits sont récents, les soupçons généreux et cette firme n'ira pas tout bonnement avouer dans un communiqué qu'elle a le comportement colonial et qu'elle tente par la fourberie d'acquérir le marché<sup>[27]</sup> africain du logiciel.

Néanmoins, un article paru dans le prestigieux Wall Street Journal sous la plume de Steve Stecklow le 28 octobre 2008<sup>[28]</sup> nous en apprend beaucoup sur les méthodes et les agissements

de Microsoft en Afrique.

Premièrement illustration la plus grossière, ils ont embauché des gens bien placés en Namibie. Ils ont engagé Sean Nicholson, auparavant “adviser to Namibia’s Ministry of Education, promoting open-source software” et toujours en ce même pays, Kerii Tjitendero “as a contractor to help in (the) process”. Cependant, M.Tjitendero est le fils de Mose Tjitendero, “formerly speaker of Namibia’s national assembly, who signed the government’s Pathfinder agreement with Microsoft”. Malgré une telle proximité qui serait bannie de facto dans les pays développés, Microsoft affirma que “Kerii had the professional background that made him a good fit for this role”.

Toujours du même article, Microsoft tenta au Nigéria d’acheter pour 400 000 dollars<sup>[29]</sup> le remplacement de Linux sur les ordinateurs portables des écoles par des produits Microsoft.

Au sujet du *Pathfinder*, le plan d’action de Microsoft en Afrique, l’article de Stecklow nous apprend que dans une école de Namibie en 2004, à Katima Mulilo, Eric Kouskalis, alors étudiant à Harvard, était enseignant pour l’organisation WorldTeach. Il affirma des ordinateurs fournis par Microsoft qu’ils “weren’t being used at all” bien qu’il “spent weeks fixing software and hardware problems”. Et il en rajoute, si plus d’un étudiant voulait accéder à l’encyclopédie de Microsoft, Encarta, “everything would freeze up”.

Donc, de cette expérience, deux constats peuvent être tirés, soit qu’en fournissant sa propre Encyclopédie aux Africains, Microsoft leur fourni la vision américaine de l’histoire mondiale et des connaissances en général, et aussi que les problèmes logiciels que les produits Microsoft font subir aux consommateurs occidentaux sont les mêmes éprouvés par les Africains, soit l’instabilité et la médiocrité naturelle et intrinsèque de leurs produits. Quant bien même Microsoft leur

vendrait un “special \$3 Windows package”<sup>[30]</sup><sup>[31]</sup>, avoir des ordinateurs, mais être bloqué par les logiciels ne vaut pas 3 dollars.

Néanmoins, en juin 2005, Microsoft déclara que *Pathfinder* était “a success” pour par la suite promettre 4000 ordinateurs usagés à la Namibie, sur ce nombre, 1300 ont été livrés. L'école de Katima Mulilo en reçut 20, le directeur de l'école, Fias Geel, affirma au sujet des ordinateurs reçus que “all but four were broken”. Un autre directeur d'école de la région, Paul Damaseb, affirma qu'aucun de ses 565 étudiants ne pouvait utiliser les ordinateurs “because of a server crash”. Par la suite, Microsoft admit que l'expérience de PathFinder était un processus d'apprentissage “valuable”, ce qui n'empêcha pas le gouvernement de la Namibie de stopper l'action des professeurs de ses écoles qui installaient Linux pour promettre 200 ordinateurs et finalement n'en livrer que 55, “all containing Microsoft software, says a person familiar with the matter”.

## **PathFinder et Unlimited Potential**

Depuis, avec le succès limité, aux yeux de Microsoft, de *PathFinder*, la firme a lancé un autre programme à la conquête du marché africain, *Unlimited Potential*. Bien que trop récent pour pouvoir le juger, notons cependant que les éléments avec lesquels Microsoft présente *Unlimited Potential* sont fondamentalement les mêmes qu'avec *Pathfinder*, soit à l'aide d'un vocabulaire positif portant sur les engagements Microsoft à l'égard de l'avancement des Africains ou encore des phrases creuses comme “training to its next generation of citizens”, pour être bien certains qu'ils ne connaissent de l'informatique que les produits Windows. La seule différence entre les deux programmes de mise en marché est que maintenant Microsoft légitimise son action avec l'appui reçu par l'Onu<sup>[32]</sup> et l'Unesco.

La firme clame en effet qu'elle veut “supports and accelerates

Africa's progress toward the Millennium Development Goals"<sup>[33]</sup>. Quand Microsoft affirme : "... we are working to enable sustained social and economic opportunity for everyone"<sup>[34]</sup>, il serait plus juste de lire qu'ils travaillent pour le profit, comme n'importe quelle entreprise privée, la satisfaction des clients ou la fonctionnalité des produits n'a pas d'importance, pour autant que les clients paient.

Cela dit, face à la critique, Microsoft par l'intermédiaire de son responsable pour le continent africain, M.Diarra, tente de faire croire qu'il ne s'agit que d'un problème de communication, "... it's sad that sometimes reality has a hard time catching up with perception ... we are competing respectfully and openly; you can verify that everywhere", il rajoute comme pour marteler le message à propos des actions de Microsoft en Afrique "we always try to empower those communities"<sup>[35]</sup>.

Cela dit, en plus de ce qui est documenté, comme la corruption en Namibie, ce qui est douteux comme le fait qu'une entreprise affirme avoir à cœur le bien-être des plus exploités de la planète au cours des derniers siècles, comme si Microsoft n'agissait pas accord avec la continuité historique des rapports nord-sud, il y a ce qui est étrangement circonstanciel. Par exemple, en recoupant les informations vagues<sup>[36]</sup> disponibles sur le site de la Bill & Melinda Gates Foundation et les pays dans lesquels il y a moyen de savoir avec assurance que Microsoft travaille<sup>[37]</sup>, on arrive à la conclusion qu'environ le deux tiers des pays où la fondation est active sont des pays où Microsoft l'est aussi.

## **Conclusion**

En 2007, l'ampleur du désastre se mesurait, selon les affirmations officielles de Microsoft, par la conquête de "15 African countries: Angola, Burkina Faso, Gabon, Ghana, Kenya,

Madagascar, Mozambique, Namibia, Nigeria, Rwanda, Senegal, Seychelles, Uganda, Botswana and South Africa, and to date has trained 200,000 teachers and reached 21 million students”<sup>[38]</sup>. C’est 21 millions de personnes, en plus des fonctionnaires des différentes administrations publiques africaines, que Microsoft a placées sous son contrôle. Il s’agit ici d’une forme lourde de dépendance au sentier, un sentier par ailleurs, sombre, sinueux et vaseux, où s’en sortir requière pour une société des coûts supérieurs à ce qu’aurait été l’investissement initial de l’éviter.

En faisant le choix des logiciels propriétaires de Microsoft au détriment des logiciels libres et gratuits GNU/Linux, les pays africains choisissent de payer pour un produit dont la qualité est plus que douteuse au niveau de l’efficacité informatique et carrément incertaine en ce qui a trait à la sécurité des informations gérées. De plus, ces pays n’auront pas le choix de payer pour les autres logiciels, comme des antivirus qui sont nécessaires avec Windows, ou payeront en temps, puisque Windows est impérativement plus lent que Linux, et ainsi de suite.

Bref, les logiciels propriétaires ne peuvent qu’être un mauvais choix pour toutes les administrations publiques et spécialement pour celles des pays en voie de développement, qui n’ont pas d’argent. Selon la formule rependue sur les blogues portant sur le sujet, « l’Afrique a déjà assez de problèmes comme ça, n’y ajoutez pas Microsoft” »<sup>[39]</sup>. Clairement, entre la dépendance que leur offre Microsoft et l’indépendance que leur offre Linux, les Africains et leurs gouvernements auraient tout avantage à choisir l’indépendance.

En conclusion, quand Microsoft parle de Windows comme d’un système d’exploitation, la firme a entièrement raison et est pour une fois honnête, car c’est tout ce que c’est : un système d’exploitation.

## Notes

[1] Crédit photo : [One Laptop per Child](#) (Creative Commons By)

[2] Le terme *hacker* a une connotation négative depuis le milieu des années 80. Le terme se référait plutôt à ce qu'il est convenu d'appeler un bidouilleur. L'industrie informatique en générale doit beaucoup à ses *hackers*, que l'on pense seulement aux fondateurs de Apple ou au célèbre Captain Crunch. Ce dernier, John Drapper de son vrai nom, découvrit qu'un jouet contenu dans une boîte de céréales émettait exactement la même fréquence que celle utilisée par AT&T pour indiquer qu'une ligne de téléphone est disponible, ce qui lui permit de faire des appels sans payer. Il inventa par après la *blue box*, un générateur de fréquences avec laquelle il testa les limites du système téléphonique de AT&T. Résultat, les compagnies de téléphone durent revoir à la hausse la sécurité de leurs réseaux de télécommunications.

[3] La définition de Statitics Canada au sujet de la fracture numérique, parue dans l'introduction d'un document de recherche intitulé *The Digital Divide in Canada*, est particulièrement pertinente : "Commonly understood as the gap between ICT 'haves' and 'have-nots', it serves as an umbrella term for many issues, including infrastructure and access to ICTs, use and impediments to use, and the crucial role of ICT literacy and skills to function in an information society." ICT réfère à "information and communications technologies".

[4] Les statistiques de l'ONU sont à ce sujet très claires. Aucun calcul n'est nécessaire pour constater qu'il y avait plus d'ordinateurs par 100 habitants aux États-Unis ou au Canada il y a 20 ans qu'il y en a maintenant par 100 habitants dans les pays africains. Concernant le nombre d'habitants qui accèdent à internet, les données de l'ONU, toujours par 100 habitants, nous indiquent que le niveau d'accès à internet est actuellement en Afrique ce qu'il était il y a 15 ans aux États-Unis et au Canada. Voir *Millennium Development Goals*

*Indicators, Internet users per 100 population et Personal computers per 100 population.*

[5] En septembre dernier, une compagnie sud-africaine, Durban IT a testé la vitesse du réseau de Telkom, le plus gros fournisseur d'accès internet en Afrique du Sud. Ils ont, au même moment, lancé un transfert de 4Gb sur le réseau ADSL de Telkom tout en relâchant un pigeon sur lequel était attaché une clé usb de 4Gb. "Winston the pigeon took two hours to carry the data 60 miles – in the same time the ADSL had sent 4% of the data". Source : BBC, 10 septembre 2009.

[6] Le *Rapport sur le commerce électronique et le développement* de la Cnuced en 2003 nuance avec les propos suivants : « Les logiciels libres ne devraient pas différer. Ils sont un moyen différent d'élaborer, de préserver et de modifier les règles qui régissent les flux d'information. Ils bouleversent la conception que l'on a de l'écriture de logiciels ? des personnes habilitées à les modifier et sous quelles conditions ? ainsi que des libertés et des responsabilités y afférentes. Ils donnent aux peuples et aux nations non seulement la possibilité, mais aussi, de manière plus importante, le pouvoir de gérer eux-mêmes le développement des TIC. » p.21.

[7] Il est nécessaire ici de noter, sans entrer dans les détails, qu'il existe plusieurs types de licences concernant les logiciels libres. Autrement dit, il y a des schismes au sein de la communauté des logiciels libres concernant certaines nuances à propos des droits d'auteurs des logiciels libres. Loin de nous l'idée d'entrer dans ce débat, la définition des logiciels libres qui sera utilisée est celle qui est la moins restrictive possible, soit tout ce qui est disponible sans payer ou enfreindre les droits d'auteurs des fabricants de logiciels. À titre d'exemple seulement, il est impossible d'écouter un fichier *mp3* ou d'écrire ce texte en Times New Roman, comme le requière le Département de science politique, sur Linux sans enfreindre des lois de propriétés



intellectuelles. La définition orthodoxe du logiciel libre définit par Richard Stallman et la Free Software Foundation se lit comme suit : « L'expression « Logiciel libre » fait référence à la liberté pour les utilisateurs d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel ». La définition complète est disponible à <http://www.gnu.org/philosophy/free-sw.fr.html>.

[8] Le phénomène de l'enfermement propriétaire est bien connu et pas seulement dans le domaine informatique. Dans ce domaine précis, l'UNESCO définit le mécanisme du *Vendor Lock-In* comme étant le fait que "While the software industry will continue to innovate, some product categories are reaching maturity and users should not be driven to pay for new features and product versions that have minimal impact on their needs".

[9] Cette année là, le logiciel libre est devenu pour l'UNESCO une partie du patrimoine mondial : "Moreover, free software gives independence, from governments, from companies, from political groups, etc. And better, an economical independence: it isn't plagued by compulsory profit. In fact, Free software is already the heritage of mankind, in the common sense".

[10] Richard Stallman, 2003. *UNESCO and Free Software*. Disponible dans les archives des communications de l'UNESCO.

[11] Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), 2003. *Rapport sur le commerce électronique et le développement*. p.21.

[12] Citations et information depuis un article de Marc Cherki, parut dans Le Figaro le 17 novembre 2004, *Microsoft devient partenaire de l'Unesco*.

[13] Citation depuis un article de Capucine Cousin, parut dans Les Echos le 17 novembre 2004, *L'Unesco compte sur le privé pour former les enseignants aux nouvelles technologies*.

[14] À ce sujet, on peut prendre pour exemple le fait que les

documents statistiques de l'ONU soient disponibles en 3 formats Microsoft Office Excel, XML et CVS. Les deux derniers sont des formats textes standards, mais qui ne peuvent être lus sans quelques contorsions ou connaissances informatiques précises. Le format Excel quant à lui est propriétaire, c'est-à-dire qu'il faut avoir acheté un programme pour le lire les informations qu'il contient. L'ONU ne fournit malheureusement rien en format OpenOffice, qui aurait le mérite de pouvoir être lu correctement, facilement et sans devoir payer pour le logiciel. Il n'y a bien sûr pas de lien direct entre cette observation et les liens qui unissent Microsoft et l'Unesco depuis 2004, cependant, ça permet de constater l'incompréhension de la question des logicielles de la part de l'ONU.

[15] April, acronyme de l'Association pour la Promotion et la Recherche en Informatique Libre.

[16] Selon un article d'Yves Drothier, dans le Journal du Net, 26 novembre 2004.

[17] Fondateur de l'April et président de la Fondation des logiciels libres (Free Software Foundation, branche française) de 2004 à 2007.

[18] Président de l'Institut national de technologie et de l'information du Brésil.

[19] Langue parlée par 10 millions de personnes en Ouganda.

[20] Sérgio Amadeu da Silveira, Benoît Sibaud et Frédéric Couchet. 5 janvier 2005, La Libération. *Bill Gates à la conquête du sud : Le partenariat entre Microsoft et l'Unesco risque d'assujettir les pays en développement.*

[21] Les auteurs mentionnent sur ce point qu'en 2000, un rapport de la Délégation des affaires stratégiques du ministère français des Armées mentionnait, prudemment et sans accusé directement, la *collusion* entre la National Security

Agency (NSA) et Microsoft. Aussi en 2004, un « rapport parlementaire sur l'intelligence stratégique ... soulignait les mêmes dangers attachés au logiciel propriétaire en matière de dépendance informationnelle ».

[22] *Declaration of Independence: The LiMux Project in Munich*. Ville de Munich, 2008.

[23] Citation complète : "End systems must be able to enforce the separation of information based on confidentiality and integrity requirements to provide system security. Operating system security mechanisms are the foundation for ensuring such separation. Unfortunately, existing mainstream operating systems lack the critical security feature required for enforcing separation: mandatory access control. As a consequence, application security mechanisms are vulnerable to tampering and bypass, and malicious or flawed applications can easily cause failures in system security". Depuis le site de la National Security Agency, <http://www.nsa.gov/research/selinux/>.

[24] Il est de notoriété publique que des agents de la NSA travaillent chez Microsoft, eux affirment que c'est pour renforcer la sécurité des produits de Microsoft, il y a naturellement lieu d'en douter. L'affaire éclata en septembre 1999, quand une mystérieuse clé de cryptage nommé `_NSAKEY` fut découverte dans Windows NT4, puis dans Windows 95, 98 et 2000. On peut lire sur le site de CNN "Microsoft operating systems have a backdoor entrance for the National Security Agency, a cryptography expert said ... but the software giant denied the report and other experts differed on it". Il n'y a donc rien de certain en ce sens, mais Microsoft a par la suite été incapable d'expliquer de manière convaincante ce qu'était cette `_NSAKEY`.

[25] Ingrid Marson, 18 octobre 2005, *Microsoft: Africa doesn't need free software*.

[26] Nancy Gohring, 25 septembre 2008, PC World, *Microsoft's Africa Chairman Tackles Access Problems*.

[27] À titre indicatif, rappelons que Microsoft a été condamnée par l'Union européenne en février 2008 à payer 899 millions d'euros, qui « s'ajoutent à une première amende de 497 millions d'euros donnée à Microsoft en mars 2004 pour « abus de position dominante » ». Selon un article parut dans Branchez-Vous!, le site qui s'occupe des nouvelles technologiques pour Le Devoir. Si Microsoft agit de telle manière dans un marché lourdement réglementé, il est possible d'imaginer ce qu'il fait sur un continent comme l'Afrique où les États sont faibles.

[28] *Microsoft Battles Low-Cost Rival for Africa*, 28 octobre 2008, The Wall Street Journal.

[29] Extrait de l'article : "In Nigeria, Microsoft proposed paying \$400,000 last year under a joint-marketing agreement to a government contractor it was trying to persuade to replace Linux with Windows on thousands of school laptops. The contractor's former chief executive describes the proposal as an incentive to make the switch – an interpretation Microsoft denies."

[30] Toujours du même article de Stecklow : "Some of Africa's poorest countries also have discovered that they can't meet the terms of a special \$3 Windows package for "underserved" students around the world, announced last year by Microsoft Chairman Bill Gates."

[31] Pour 3\$, les étudiants africains obtiennent les logiciels suivants Microsoft Learning Essential 2.0, Microsoft Math 3.0, Microsoft Office, Windows Live Mail, qui est en fait Hotmail et Windows XP Starter Edition. Cette version de Windows est conçue pour les ordinateurs peu puissants et limite plus que ne le fait la version normale de Windows XP ce que les utilisateurs peuvent faire avec leurs ordinateurs. Autrement

dit, c'est le meilleur moyen d'handicaper un étudiant, surtout que le terme "Starter" signifie implicitement que ce n'est qu'un début, qu'une fois formés avec les produits Microsoft et en fonction de ceux-ci, ils devront payer pour obtenir la version normale des systèmes d'exploitation de Microsoft. Il est à noter que des distributions Linux spécialisées dans l'éducation existent, par exemple EduLinux conçue entièrement au Québec, à l'Université de Sherbrooke. Plus populaire, il y a Edubuntu, qui est disponible dans de multiples langues. Edubuntu est devenue la norme dans tous les ordinateurs des écoles primaires et secondaires de la République de Macédoine, cette distribution Linux serait définitivement meilleure pour les étudiants africains que Windows XP Starter Edition.

[32] United Nations Press Release : *United Nations hosts launch of Microsoft Programmes*. Extrait : "Amir Dossal, Executive Director of the United Nations Office for Partnerships, and Akhtar Badshah, Senior Director of Community Affairs, Microsoft Corp., welcomed participants. Mr. Dossal underscored that public-private partnerships were the key to the achievement of the Millennium Development Goals."

[33] Microsoft, *Realizing Unlimited Potential in Africa*, 2009.

[34] Microsoft, *Microsoft Unlimited Potential Enables Social and Economic Opportunity*, 2009.

[35] Alka Marwaha, BBC News, *The hi-tech battle for Africa*, 2009.

[36] La plupart des liens sur la carte de l'Afrique ne fonctionnent pas, de plus les liens sont parfois situés sur des frontières.  
<http://www.gatesfoundation.org/regions/Pages/default.aspx?4#/?action=region&id=africa>

[37] Angola, Burkina Faso, Gabon, Ghana, Égypte, Kenya, Madagascar, Mozambique, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Ouganda, Botswana et Afrique du Sud.

[38] Microsoft, *Unlimited Potential Engagement in Africa*, 2007.

[39] J'ignore de qui est cette citation, elle se retrouve en anglais avec quelques variantes sur plusieurs blogues et forums de discussion. Il s'agit cependant de ma traduction.

---

## Ubuntu et Mozilla : l'inévitable alliance pour résister à Google ?

Je suis de ceux qui pensent que le futur [Chrome OS](#) de Google est susceptible de bousculer les hiérarchies établies.



Pour rappel Chrome OS sera un système d'exploitation reposant uniquement sur le navigateur Chrome. Tout se fera en ligne, [dans les nuages](#), et si vous n'allumez plus votre machine que pour aller sur Gmail, Reader, Twitter ou Facebook, alors vous êtes une cible toute indiquée.

Imaginons en effet que les premiers ordinateurs Chrome OS, prévus pour la fin de l'année 2010, soient un succès. Hypothèse plausible parce qu'un netbook sexy, peu cher, rapide au boot (on parle de 5 secondes) et rapide à la navigation (et encore plus rapide sur les services Google : Gmail, Docs, YouTube, Maps, etc), ça peut tenter même les plus rétifs.

Si le succès est donc au rendez-vous alors vous pourrez

toujours arriver avec vos beaux (mais anciens) discours de migration vers des alternatives libres (change ton Internet Explorer pour Firefox, change ton Windows pour GNU/Linux), les gens s'en foutront complètement. Cela n'aura aucune prise sur eux, s'ils ont déjà entre les mains ce nouveau terminal véloce et sécurisé, qui se met à jour tout seul, et qui ne demande aucune installation classique du moindre logiciel (du reste la notion même de logiciel disparaît, quant à nos bons vieux fichiers ils ne se portent guère mieux).

D'ailleurs si on se regarde un peu le nombril, c'en est également fini du service global que rend le réseau Framasoft, mais j'y reviendrai dans un futur billet<sup>[1]</sup>.

La menace est réelle (d'autant que Google [met le paquet](#) comme jamais niveau marketing pour le faire connaître). Il eut été rassurant qu'elle vienne du Grand Méchant Microsoft, mais c'est ici bien plus complexe que ça, puisque c'est du [plus grand contributeur mondial open source](#) qu'il s'agit. Et pour couronner le tout il existe une version libre du navigateur Chrome et de Chrome OS avec la sous-couche [Chromium](#).

Certes, en terme de parts de marché, le navigateur Chrome tient toujours une place modeste. Mais comparons les statistiques du Framablog il y a un an : Firefox 68%, Internet Explorer 21% et Chrome 1% à celles d'aujourd'hui : Firefox 66%, Internet Explorer 14% et Chrome 7%. La croissance est significative. Bien sûr c'est avant tout Internet Explorer qui en a pâti, mais Firefox a stagné et même, pour la première fois, un peu baissé.

Or le public de ce blog est un public disons... « averti ». Il est sensibilisé au Libre et compte aujourd'hui, parmi ses visiteurs, 32% de GNU/Linux. Comment expliquer cette forte avancée de Chrome au détriment de Firefox ? J'ai un peu peur d'en connaître la raison : bien que fort jeune Chrome est déjà un excellent navigateur qui dépasse techniquement et ergonomiquement Firefox dans bien des domaines (surtout ne

l'essayez pas sous Linux avec la rapidité de Firefox en tête !). D'accord, le panda roux vient de sortir [en version 3.6](#) mais Chrome n'est pas en reste puisque son nouveau millésime 4.0 vient faire tomber l'un des dernières barrières que constituait l'absence d'extensions.

Donc la qualité est là. Et puisque nos usages informatiques se concentrent désormais presque exclusivement sur Internet, la situation est mûre pour que Chrome OS vienne se faire rapidement une place au soleil, en court-circuitant complètement le parcours balisé qui souhaitait inciter les utilisateurs à substituer leur Windows pour du GNU/Linux. Comme dans le même temps Mac OS X continue sa progression (10% sur le Framablog), on pourrait bien se retrouver à terme avec une situation où les trois géants que sont Microsoft, Apple et Google se partagent le marché des OS grand public en laissant totalement à la marge GNU/Linux.

GNU/Linux abandonnerait alors son ambition grand public pour revenir à la case départ des serveurs et n'être plus qu'un OS pour « experts bidouilleurs », ce qu'il avait un peu cessé d'être pourtant avec l'avènement de la populaire distribution Ubuntu.

C'est pourquoi non seulement Firefox est en danger mais également Ubuntu. Du coup, l'article ci-dessous tire le bilan de la nouvelle donne et suggère fortement une association Mozilla Ubuntu pour tenter de contrarier la marche triomphante de Google (on aurait pu s'attendre à une association Mozilla [Canonical](#) plutôt, soit dit en passant).

Ce n'est pas idiot. Pour Mozilla et Ubuntu d'abord, mais aussi pour le logiciel libre dans son ensemble qui a beaucoup à perdre dans l'histoire. Parce qu'au final quelle est la plus grande différence entre Mozilla et Google ? Comparer [Le Manifeste](#) de l'un et [Les conditions d'utilisation](#) de l'autre vous donnera peut-être un début de réponse...



# Ubuntu et Mozilla : L'inévitable alliance

## [Ubuntu and Mozilla: The inevitable alliance](#)

*Ronnie Whisler – décembre 2009 – Buntufu.com*

*(Traduction Framalang : Olivier et Goofy)*

Les spéculations sont au journalisme technique ce que sont les prophéties à la religion. Elles n'ont d'importance, de crédibilité ou de génie que si elles se révèlent exactes. Il ne nous viendrait toutefois pas à l'idée de publier un article technique sans y risquer quelques spéculations. Spéculez sur quelques idées folles, c'est l'étincelle qui enflammera la créativité de certains individus ou de certaines entreprises. Vous voyez où je veux en venir ? Tant mieux, parce que cet article est entièrement conçu à partir de cela. En d'autres termes, tout ce que vous trouverez dans cet article n'est que pure spéculation, je n'ai aucune preuve pour étayer mes dires.

Commençons par une revue des forces en présence. À ma droite, vous avez Mozilla qui nous a prouvé que la guerre des navigateurs n'est pas terminée et que Microsoft n'est pas intouchable. À ma gauche, vous avez Ubuntu qui nous a prouvé que Linux sur l'ordinateur personnel n'est pas une utopie, qu'il peut être simple et populaire. Et finalement, il y a Google qui s'est inspiré des succès des deux autres protagonistes et qui travaille sur son propre système d'exploitation basé sur Linux, dont la pièce maîtresse est le navigateur Chrome.

Certains vous diront que c'est l'évolution. J'appelle plutôt ça tacler ses concurrents en s'appuyant sur leurs points forts et en insistant bien sur le fait que c'est un système d'exploitation tourné vers le Web dédié aux netbooks. Ça n'est, pour moi, rien d'autre qu'un stratagème pour éviter que la concurrence ne réagisse en formant des alliances avant que Chrome OS ne dévoile tout son potentiel.

Est-ce à dire que je pense que Google c'est le mal ? Non. Cependant, un grand pouvoir implique de lourdes responsabilités, mais leur puissance est telle que céder à la tentation serait facile. La tentation étant ici de tuer toute compétition pour faire rentrer plus d'argent plus facilement et faire gonfler les bénéfices. Dieu seul sait le retard qu'a pris l'Ère du Numérique parce que les hommes et les femmes à la tête de certaines grosses entreprises ont cédé à la tentation. Honte à vous tous.

Ceci étant dit, considérons les points de friction qui pourraient naître entre Google d'un côté et Mozilla et Ubuntu de l'autre si le système d'exploitation Chrome OS devenait populaire. On pense évidemment en premier lieu aux revenus de Mozilla, dont Google est la principale source. Google pourrait commencer à réduire sa rétribution au clic ou à la recherche. Google pourrait étoffer les fonctionnalités de Google search et réserver ses innovations à son navigateur pour vous pousser à utiliser Chrome, etc. On pourrait encore spéculer longtemps comme ça. Mais on a mieux à faire, non ?

La situation entre Google et Ubuntu me rappelle celle de Microsoft et Sega. Vous souvenez-vous de ce qui s'est passé quand Microsoft a aidé Sega à créer la Dreamcast ? Moi je m'en souviens ! Sega n'a pas tenu longtemps et Microsoft a lancé la Dreamcast 2... pardon, la Xbox. Quelque chose me dit que ce scénario pourrait bien se reproduire ici. Canonical devrait rester sur ses gardes. Rien n'empêcherait Google de racheter Ubuntu/Canonical évidemment. Ça ne serait pas si surprenant, après tout, si Mark Shuttleworth sait faire quelque chose, c'est bien créer une société avec le vent en poupe et la revendre avec un joli profit.

Maintenant, si Mozilla et Ubuntu/Canonical venaient à s'allier, ils devraient avoir le poids pour rivaliser avec Google ou n'importe qui d'autre. De toutes façons face aux autres grosses entreprises, ils ne peuvent pas se contenter d'être passifs au risque de se faire écartier du marché qu'ils

ont aidé à créer. Fini le temps des « On verra ». L'heure est venue de se préparer pour le futur et de choisir des alliés solides.

## Notes

[1] Crédit photo : [Jane Rahman](#) (Creative Commons By)